



# LE MAILLON DE CHAÎNE

N° 29 - jeudi 19 juin 2014

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DE L'USINE FORD / BLANQUEFORT

## La lutte des cheminots est la nôtre !

Les cheminots sont massivement en grève depuis plus d'une semaine. Les trains ne roulent presque plus. Pour la première fois depuis 2012, des dizaines de milliers de travailleurs de ce pays résistent de manière coordonnée et radicale à Hollande et son gouvernement qui veulent imposer une régression de plus contre les conditions de travail et les services publics. Les cheminots ne défendent aucun privilège, ils se battent pour que, dans cette société, tout ne soit pas basé sur la recherche du profit maximum, au détriment des intérêts des salariéEs et de la population.

### Dégradation des conditions de travail pour les cheminotEs = baisse de la qualité de service pour les usagers !

Ce que les cheminots refusent massivement, c'est la « réforme ferroviaire » que Hollande et Pépy, le directeur de la SNCF, veulent faire voter cette semaine au Parlement.

Cette réforme poursuit deux objectifs. Tout d'abord, elle organise l'éclatement de la SNCF en trois entreprises différentes avec la séparation des activités déficitaires (aiguillages et entretien du réseau) des activités rentables (faire rouler des trains et les commercialiser) afin de privatiser ces dernières. Ils appliquent ainsi fidèlement le principe libéral : « privatiser les profits et nationaliser les pertes ». Et pour que ce joli cadeau au MEDEF soit complet, l'entreprise gestionnaire du réseau (qui resterait publique) hériterait des 40 milliards d'€ de dette du système ferroviaire... avec l'objectif de les rembourser grâce aux gains de productivité et aux suppressions de postes ! Cette réforme aura donc des conséquences dramatiques sur la qualité des transports, déjà bien basse, et sur la sécurité des circulations ferroviaires. C'est juste honteux, quelques mois à peine après la catastrophe ferroviaire de Brétigny-sur-Orge, dont la cause principale était le manque d'investissement dans le réseau et la surcharge

de travail des agents d'entretien des voies.

Le deuxième objectif est de « baisser le coût du travail » des cheminotEs, c'est-à-dire de leur appliquer le principe sarkozyste du « travailler plus pour gagner moins ». Sous le prétexte d'égalité, Hollande et Pépy veulent tirer les conditions de travail des 160 000 cheminotEs de la SNCF vers le bas, en les harmonisant sur celles des 3000 cheminotEs qui bossent pour des boîtes privées... Après l'ANI et les accords de compétitivité dans l'industrie, le gouvernement s'attaque encore une fois aux travailleurs, pour satisfaire les demandes du MEDEF !

### Les cheminotEs montrent la voie du « tous ensemble » !

Les cheminotEs se mobilisent contre des attaques qui existent dans toutes les entreprises aujourd'hui : sous-effectifs permanents, suppressions de postes, blocage voir baisse des salaires... Comme toujours, gouvernement et médias essaient de casser la grève en montant les usagers contre les grévistes, sur le thème de la prise d'otage ou du sabotage du bac. Mais finalement, ça ne marche pas tant que ça... car partout, la colère sociale est latente. D'ailleurs, bien d'autres salariéEs sont en lutte aujourd'hui : salariéEs de la santé, des aéroports, postierEs, intermittentEs du spectacle. C'est bien la preuve que la colère sociale pourrait bien éclater à bien plus grande échelle. Hollande, Valls martèlent que la grève doit cesser. Travailleurs, chômeurs, ou jeunes, nous sommes dans le camp que les cheminotEs en lutte, contre ce gouvernement au service du MEDEF ! Soutenons la grève des cheminots, et prenons exemple sur eux ! Si les cheminotEs font remballer son projet de réforme au gouvernement, gageons que ce sera un sacré encouragement pour que nous retrouvions tous et toutes le chemin des grèves victorieuses et des luttes collectives.

## N'importe quoi !

Sur GFT, il y a eu un incendie dans la nuit de lundi à mardi. C'était un petit feu... ceci dit la fumée a envahi une bonne partie de l'usine et à l'embauche de 6h la fumée et l'odeur de brûlé étaient encore perceptibles.

Mais il n'y a pas eu d'alerte et aucune évacuation, quand nous en discutons entre nous, c'est pour dire que c'est tout ce que l'on veut, sauf normal.

La direction est gonflée de nous rebattre les oreilles avec la sécurité, pour elle, en fait c'est bon que sur le papier et pour la morale.

## Encore un cadeau du gouvernement au patronat !

Le ministre Rebsamen veut geler pendant 3 ans les « effets de seuil » qui obligent les employeurs à organiser des élections de délégués du personnel (DP) au-delà de 10 salariés et de comité d'entreprise (CE) au-delà de 50. Ils appellent ça « la bataille pour l'emploi », car les patrons n'embauchent pas au delà de ces seuils pour ne pas être "emmerdés" par ces obligations. Il est bon de rappeler que les DP existent depuis 1936, qu'ils sont nés en même temps que les congés payés. C'est la réponse aux besoins de démocratie des salariés. Quant aux CE, ils ont été créés en 1946 : c'est une des lois du programme du Conseil National de la Résistance (CNR), qui reconnaissait que les salariés devaient avoir un droit de regard sur le fonctionnement de leur entreprise. Ce gouvernement, qui se dit

socialiste, veut mettre fin à ces deux institutions. Mais ce « gel » ne créera pas un emploi de plus, car en toute logique, les employeurs embauchent quand ils en ont besoin.

Le prétexte de l'emploi n'est qu'un alibi pour se débarrasser de cette immixtion des salariés dans le pouvoir absolu des patrons. C'est une façon d'attaquer le Code du travail, de démolir le collectif salarié et de rendre la relation de subordination encore plus grande !

Le député UMP Patrick Devedjian applaudit : « *Si Rebsamen suspend les seuils sociaux, il fera ce que la droite n'a jamais osé : c'est objectivement courageux* ». Sans commentaires...

Hollande n'est pas le Président de tous les français, il est celui du MEDEF et des banques. Il ira jusqu'au bout du mensonge et fera encore monter le FN. Il devient vraiment urgent de se mobiliser contre ce gouvernement.

## Le 24 juin prochain manifestons pour nos emplois.

Le chômage continue, la production est plus qu'aléatoire, les conditions de travail sont dégradées, l'avenir de nos emplois est plus qu'incertain ! La direction qui promettait une production de 130 000 boîtes il y a quelques mois annonce que nous en ferons au mieux 82 000 cette année. Nous avons toutes les raisons d'être nombreux à la manifestation du 24 à laquelle appellent les syndicats ouvriers de l'entreprise.

## Bagatelle : la lutte des ASH d'Elior a payé !

En grève depuis le 14 mai, une quinzaine d'ASH (Agent des Services Hospitaliers) sur la cinquantaine employée à Bagatelle, ont gagné après 30 jours de grève. Elior, 4ème groupe mondial de sous-traitance de la restauration collective, qui vient d'être coté en Bourse, est l'employeur de ces ASH qui font le ménage et servent les repas aux patients.

C'est le ras-le-bol qui a déclenché le mouvement. Elles sont seules pour nettoyer 27 chambres chacune, ne touchent que 1200 € net en travaillant les dimanches et ne sont payées que 10 h pour 12h15 de présence ! Après un mois de lutte, elles ont obtenu une avance (l'équivalent de 120 € net en tout) sur l'augmentation de salaire de 1% (soit 15 € par mois) prévue en janvier 2015, la réduction de la clause de mobilité de la région à 20 km, 3 postes à temps plein, l'étalement des prélèvements de la moitié des jours de grève sur 6 mois. De plus, les salariées sous classées depuis

des années voient aussi leur salaire augmenté de 16 € supplémentaires avec une rétroactivité de 18 mois.

Même si le compte n'y est pas, elles revendiquaient au départ 100€ d'augmentation), elles ont réussi à faire plier les directions d'Elior et de Bagatelle qui depuis le début ne voulaient rien lâcher. Il faut dire que les grévistes, soutenues par la CGT, se sont bien battues. Elles se sont adressées aux autres ASH, ainsi qu'à l'ensemble des salariés de Bagatelle qui ont montré leur solidarité par un soutien financier, en venant au piquet de grève. Malgré cela, l'élargissement du mouvement n'a pas été possible.

Plusieurs rendez-vous ont marqué cette lutte : la manifestation, avec des militants de la CGT et SUD d'autres établissements, vers l'hôpital Robert Piquet en grève contre les 130 suppressions de postes prévues par la fusion à venir avec Bagatelle (manifestation à laquelle des membres du bureau de l'UD

CGT ont refusé de participer car elle n'était pas sécurisée par... la police !). Elles ont aussi rejoint les cheminots en grève pour la défense du service public.

Les cheminots sont aussi venus plusieurs fois à Bagatelle... Le dernier jour, une soixantaine d'entre eux ont parcouru les couloirs de la direction de Bagatelle au son des trompettes... Du jamais vu ! Le même jour, les salariés parisiens de Port et Docks ont manifesté devant le siège Elior de Paris, dont la direction a refusé de venir voir les grévistes.

Les grévistes se sont heurtées au mépris de la direction d'Elior mais aussi de Bagatelle, cette dernière déclinant toute responsabilité alors que c'est elle qui a sous-traité ce service ! Elle a d'ailleurs, dès les premiers jours, assigné les grévistes au tribunal pour le soi-disant désagrément sonore induit par la grève. Leur détermination a fini par payer !